

MINISTÈRE DU BUDGET

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

Sous-direction D

BUREAU D3

Classement
M0

INSTRUCTION N° 79-44 - M0

du 29 mars 1979

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

**RATTACHEMENT AUX CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES
DES AGENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

ANALYSE

*Application du décret transférant des collectivités locales aux caisses d'allocations familiales
le service des prestations familiales dues aux agents de droit public en activité*

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
23

RGP	TPGR	TPG	TPAP	RF	P
CCM	ASR	OHLM	VFIL	RDCI	ASA

Le décret n° 79-22 du 10 janvier 1979 (reproduit en annexe n° 1), modifiant le décret n° 71-612 du 15 juillet 1971, relatif au versement direct des prestations familiales par certains organismes et services, a pour effet de transférer des collectivités locales aux caisses d'allocations familiales le service des prestations familiales dues aux agents de droit public en activité.

A compter du 1^{er} avril 1979, les comptables des collectivités locales métropolitaines et de leurs établissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial (hôpitaux, H.L.M., etc.) feront application de la circulaire n° 6 B-33 du 8 mars 1979 du ministre du Budget (direction du Budget) relative au rattachement des agents des collectivités locales aux caisses d'allocations familiales (annexe n° 2).

En annexes n° 3 et n° 4, les comptables trouveront le texte :

- de la circulaire n° 1 du 5 janvier 1979 du ministère de la Santé et de la Famille (direction de la Sécurité sociale), relative au rattachement aux caisses d'allocations familiales des agents de droit public en activité des collectivités locales et de leurs établissements publics ne présentant pas le caractère industriel ou commercial, à compter du 1^{er} avril 1979;
- de la circulaire n° 79-47 du 2 février 1979 du ministère de l'Intérieur (direction générale des Collectivités locales) relative au rattachement aux caisses d'allocations familiales des agents de droit public des collectivités locales.

Pour le directeur de la Comptabilité publique :

Le sous-directeur,

Gérard SCRIBOT.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DE LA FAMILLE

DÉCRET N° 79-22 DU 10 JANVIER 1979

modifiant le décret n° 71-612 du 15 juillet 1971 pris en application de l'article 26 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 et relatif au versement direct par certains organismes et services des prestations familiales.

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du ministre de la Santé et de la Famille, du ministre de l'Intérieur et du ministre du Budget,
Vu l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 ratifiée par la loi du 31 juillet 1968 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale, et notamment ses articles 26 et 65;
Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du livre I^{er} du Code de la sécurité sociale, et notamment son titre I^{er}, chapitre VII;
Vu le décret n° 60-452 du 12 mai 1960 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la sécurité sociale;
Vu le décret n° 67-1230 du 22 décembre 1967 portant application des dispositions de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation financière de la sécurité sociale, et notamment les articles 32 et 40;
Vu le décret n° 71-612 du 15 juillet 1971 pris en application de l'article 26 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 et relatif au versement direct par certains organismes et services des prestations familiales;
Vu l'avis de la Caisse nationale des allocations familiales;
Vu l'avis de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale;
Vu l'avis du Comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Le *b* de l'article 5 du décret susvisé du 15 juillet 1971 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *b*. A leurs personnels de droit public en activité :

« Les collectivités locales et leurs établissements publics ne présentant pas un caractère industriel ou commercial visés par l'article 59 de l'ordonnance du 21 août 1967. »

ART. 2. — L'entrée en vigueur du présent décret est fixée au plus tard au 1^{er} avril 1979.

Toutefois, pour les allocataires relevant de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne, la date et les modalités d'entrée en vigueur du présent décret seront fixées par un arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale.

ART. 3. — La régularisation des opérations financières relatives aux prestations familiales versées au personnel de droit public des collectivités locales et établissements publics métropolitains en application de l'article 5 *b* ancien du décret susvisé du 15 juillet 1971 s'effectuera avant le 1^{er} avril 1984 dans les conditions fixées par un arrêté du ministre de la Santé et de la Famille, du ministre de l'Intérieur et du ministre du Budget.

ART. 4. — Le ministre de la Santé et de la Famille, le ministre de l'Intérieur et le ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la Santé et de la Famille,
Simone VEIL.

Le ministre du Budget,
Maurice PAPON.

Le ministre de l'Intérieur,
Christian BONNET.

MINISTÈRE DU BUDGET

DIRECTION DU BUDGET

CIRCULAIRE N° 6 B-33 EN DATE DU 8 MARS 1979

relative au rattachement des agents des collectivités locales aux caisses d'allocations familiales

LE MINISTRE DU BUDGET,

à Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'État.

En application du décret n° 79-22 du 10 janvier 1979, les collectivités locales métropolitaines et leurs établissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial cessent d'être habilités à servir les prestations familiales à certains de leurs agents.

A l'avenir, les agents des organismes concernés devront donc, en totalité, être affiliés aux caisses d'allocations familiales.

Toutefois, les mesures retenues en la matière seront étalées dans le temps.

En règle générale, les collectivités locales et leurs établissements devront transférer aux caisses d'allocations familiales la gestion des personnels en cause à compter du 1^{er} avril 1979 et deviendront débiteurs de cotisations pour ces personnels à compter de la même date.

Cependant, ce transfert sera différé jusqu'à une date ultérieure, qui sera fixée par arrêté, en ce qui concerne les collectivités locales et les établissements publics en dépendant qui relèvent de la compétence territoriale de l'U.R.S.S.A.F. de Paris.

Bien entendu, ces mesures de rattachement seront effectuées en tenant compte, non pas de la résidence des allocataires, mais de la localisation des organismes concernés.

Taux et assiette des cotisations.

Le taux des cotisations est le taux de droit commun de 9 %, quelle que soit la situation administrative des agents en cause.

Il est assis sur les rémunérations n'excédant pas le plafond de la sécurité sociale.

Les éléments desdites rémunérations inclus dans l'assiette des cotisations d'allocations familiales sont les mêmes que ceux retenus pour le calcul des cotisations d'assurance maladie, compte tenu du régime de sécurité sociale applicable aux intéressés.

Il est rappelé, à cet égard, que les régimes de sécurité sociale dont relèvent les agents permanents titulaires et stagiaires sont respectivement définis par les décrets n° 60-58 du 11 janvier 1960 et n° 77-812 du 13 juillet 1977.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du Budget,

Par empêchement du directeur du Budget :

Le chef de service,

Jean CHOUSAT.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DE LA FAMILLE

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

*Sous-direction des Affaires administratives
et financières*

Bureau A 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 5 janvier 1979.

CIRCULAIRE N° 1 DU 5 JANVIER 1979

relative au rattachement aux caisses d'allocations familiales des agents de droit public en activité des collectivités locales et de leurs établissements publics ne présentant pas le caractère industriel ou commercial, à compter du 1^{er} avril 1979.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE,

à Messieurs les préfets, Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des Affaires sanitaires et sociales et Messieurs les directeurs régionaux de la Sécurité sociale.

L'article 26 de l'ordonnance du 21 août 1967 prévoit que le service des prestations familiales incombe aux caisses d'allocations familiales.

Toutefois, certains organismes ou services peuvent être autorisés par décret à servir ces prestations aux salariés agricoles, aux personnels de l'État et des collectivités publiques et de leurs établissements publics, ainsi qu'aux salariés des branches d'activité ou entreprises définies à l'article L. 3 du Code de la sécurité sociale.

C'est ainsi que l'article 5 du décret n° 71-612 du 15 juillet 1971 autorise à servir directement les prestations familiales à leurs personnels de droit public en activité, la ville de Paris, ainsi que les collectivités locales et leurs établissements publics ne présentant pas un caractère industriel ou commercial.

Il convient de rappeler que, par personnel de droit public en activité, il faut entendre les agents nommés par arrêté pour une durée indéterminée et employés à temps complet. Pour la mise en œuvre de cette définition, vous vous reporterez aux instructions contenues dans la circulaire n° 63/AD 3 du 13 février 1952 du ministère de l'Intérieur qui, bien que ne concernant en propre que les agents départementaux et communaux, valent également pour les agents des établissements publics locaux dont le personnel n'est pas régi par le livre IV du Code des communes, ni par le statut du personnel départemental.

Un décret en instance de publication au *Journal officiel* modifie l'article 5 du décret du 15 juillet 1971. En application des nouvelles dispositions, les collectivités locales métropolitaines ne seront plus autorisées à verser directement à leur personnel de droit public en activité les prestations familiales.

I. — LES ALLOCATAIRES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES CONCERNÉES

11. *Les collectivités locales et les établissements concernés sont notamment les suivants :*

- les départements et les communes;
- les établissements publics de ces collectivités n'ayant pas un caractère industriel ou commercial (districts, communautés urbaines, syndicats communaux et intercommunaux, syndicats mixtes affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales);
- les établissements publics mentionnés à l'article L. 192 du Code de la santé publique, c'est-à-dire :
 - les établissements hospitaliers publics,
 - les hospices publics,
 - les maisons de retraite publiques,
 - les établissements à caractère public pour mineurs handicapés, à l'exclusion des établissements d'enseignement ou d'éducation surveillée;
- les offices publics d'H.L.M.;
- les caisses des écoles;
- les caisses de crédit municipal;
- les bureaux d'aide sociale;
- les personnels soumis au statut communal de la ville de Paris et placés sous l'autorité du préfet de Paris;
- les sapeurs-pompiers professionnels soumis soit à un statut départemental, soit à un statut communal, ainsi que les personnels militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

12. *Modalités prévues par la région parisienne.*

Pour les allocataires relevant de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne, qui résident dans les départements de Paris, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise, la date et les modalités d'entrée en vigueur du transfert seront fixées par arrêtés ministériels.

Toutefois, deux tempéraments sont apportés à cette règle particulière :

- 1° La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne pourra, en fonction d'accords locaux, prendre en charge dès le 1^{er} avril 1979 les agents de certaines collectivités locales;
- 2° Les allocataires résidant dans la circonscription de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne, mais exerçant une activité professionnelle dans une collectivité locale hors de ladite circonscription, seront rattachés, dès le 1^{er} avril 1979, à la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne.

Il convient de souligner, qu'à l'inverse, un agent d'une collectivité locale de la circonscription ainsi définie résidant hors celle-ci ne pourra, dans un premier temps, être rattaché à la caisse de son lieu de résidence. Il n'est pas apparu opportun, en effet, de créer une distinction entre les agents d'une même collectivité locale, quant aux modalités de rattachement à l'organisme débiteur des prestations familiales.

II. — LES AGENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET L'ACTION SOCIALE

A compter du 1^{er} avril 1979, les collectivités intéressées cotiseront au taux de 9 % auprès des Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.

En conséquence, leurs agents bénéficieront, à compter de la même date, de l'action sociale, conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Caisse d'allocations familiales à laquelle ils seront rattachés.

III. — LES MODALITÉS DE PRISE EN CHARGE DES NOUVEAUX ALLOCATAIRES DU RÉGIME GÉNÉRAL

31. *Il importe que ne se produise aucun hiatus dans le service des prestations, lors du passage des agents des collectivités locales au régime général.*

Si l'information des intéressés doit être effectuée à l'initiative du ministère dont relèvent les collectivités ou établissements publics concernés, il s'avère indispensable que les caisses d'allocations familiales prennent toutes mesures utiles, et notamment tous contacts locaux nécessaires à un bon déroulement de l'opération de transfert.

Pour assurer le transfert des dossiers dans les meilleures conditions, le calendrier suivant doit être impérativement tenu :

- avant le 15 janvier 1979 : réunions régionales et départementales tenues sous la présidence du préfet avec la participation du directeur régional des Affaires sanitaires et sociales, du directeur régional de la Sécurité sociale, des directeurs départementaux de l'Action sanitaire et sociale et des directeurs des caisses d'allocations familiales intéressées;
- 31 janvier 1979 : date limite de transmission par les collectivités locales aux caisses d'allocations familiales de la liste des allocations établies par caisse de rattachement;
- 28 février 1979 : date limite d'envoi aux caisses d'allocations familiales des certificats de mutation établis par les collectivités locales et visés par l'ordonnateur et le comptable;
- mars 1979 : les collectivités locales liquident les prestations familiales de mars 1979;
- avril 1979 : les caisses d'allocations familiales liquident les prestations familiales d'avril 1979, au vu des renseignements portés sur les certificats de mutation.

32. La base essentielle de ce transfert des intéressés vers les caisses d'allocations familiales sera le certificat de mutation, imprimé fourni aux collectivités par les caisses d'allocations familiales.

Les caisses pourront continuer à verser le montant des prestations notifié par la collectivité locale, celui-ci devant être toutefois révisé :

- lors du premier fait modificateur porté à la connaissance de la caisse;
- lors du renouvellement du barème au 1^{er} juillet 1979.

33. Les indus et rappels constatés pour la période antérieure au 1^{er} avril 1979 devront être régularisés par la collectivité locale en cause. Il convient de signaler que ceci pourra résulter :

- soit d'un constat effectué au moment de la prise en charge des agents par la Caisse d'allocations familiales;
- soit d'un constat ultérieur.

Par contre, les rappels et indus afférents à une période postérieure devront être régularisés par la Caisse d'allocations familiales, même si celle-ci a reconduit le montant des prestations jusqu'ici versé par la collectivité locale. En conséquence, il y a lieu de souligner que le critère unique de partage, en la matière, est la date du 1^{er} avril 1979.

Toutefois, les indus et rappels **postérieurs à la clôture définitive** pour chaque collectivité **des opérations de compensation**, effectuées par l'entremise de la Caisse des dépôts et consignations, sont régularisés dans tous les cas par les caisses d'allocations familiales, même si la période à laquelle ils se rapportent est antérieure au 1^{er} avril 1979.

Je vous serais reconnaissant de me tenir informé des difficultés éventuellement rencontrées pour l'application de la présente circulaire.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la Sécurité sociale,
P. SCHOPFLIN.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Sous-direction des Personnels
CL/P 4

Tél. : 261.51.40
Poste 383

Circulaire n° 79-47

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 2 février 1979.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

à Messieurs les préfets (métropole).

Objet : Collectivités locales. Rattachement aux caisses d'allocations familiales des agents de droit public des collectivités locales.

Le décret n° 79-22 du 10 janvier 1979 (*J.O.* du 11 janvier 1979), modifiant le décret n° 71-612 du 15 juillet 1971, relatif au versement direct des prestations familiales par certains organismes et services, a pour effet de transférer des collectivités locales aux caisses d'allocations familiales le service des prestations familiales dues aux agents de droit public en activité.

La circulaire n° 1 du 5 janvier 1979 du ministère de la Santé et de la Famille, dont vous avez été destinataire, ainsi que les directeurs régionaux des Affaires sanitaires et sociales et de la Sécurité sociale, précise les modalités de ce transfert et en fixe le calendrier.

Il vous appartient, dans le cadre des réunions constituant la première étape de ce calendrier, de mettre au point, en accord avec les directeurs de services et de caisses d'allocations familiales intéressés, les mesures pratiques d'application. Vous en informerez les collectivités locales de votre département, le cas échéant, au moyen d'une notice ou d'une diffusion de la circulaire du ministère de la Santé et de la Famille, et vous veillerez à l'exécution des mesures qui auront été arrêtées, de telle sorte que le calendrier soit respecté et le transfert effectif au 1^{er} avril 1979.

La circulaire précitée donne la liste des collectivités territoriales et des établissements publics concernés. En ce qui concerne la définition de « l'agent nommé par arrêté pour une durée indéterminée et employé à temps complet », la circulaire n° 61/AD 3 (et non 63/AD 3 comme indiqué par erreur dans la circulaire précitée du 5 janvier 1979) du 13 février 1952 précise que doit être considéré à temps complet, pour l'ouverture du droit aux prestations familiales, l'agent effectuant dans une ou plusieurs collectivités locales, au moins 120 heures par mois. Cette condition ayant été supprimée depuis le 1^{er} janvier 1978, il s'ensuit que, par agent de droit public, il faut entendre maintenant celui qui est nommé par arrêté pour une durée indéterminée.

En fait, étant donné que les agents de droit privé ont toujours été pris en charge par les caisses d'allocations familiales, il s'ensuit que tous les agents qui perçoivent leurs prestations familiales directement de leur collectivité locale employeur sont des agents de droit public et que le service de leurs prestations familiales doit être transféré aux caisses.

Autrement dit, au 1^{er} avril 1979, les collectivités locales ne procéderont plus à des opérations relatives aux prestations familiales de leurs agents, sauf s'il s'agit de rappels ou d'indus se rapportant à une période antérieure au 1^{er} avril 1979 (cf. § 33 de la circulaire du 5 janvier 1979). Elles auront seulement à verser à l'U.R.S.S.A.F. leur cotisation d'allocations familiales en tant qu'employeur.

Les opérations de compensation pour l'année 1978 et le premier trimestre de 1979 s'effectueront comme par le passé. La Caisse des dépôts et consignations vous fera parvenir la circulaire habituelle et les imprimés nécessaires à cet effet.

Pour les départements de la région d'Île-de-France, sauf celui de Seine-et-Marne, le décret du 10 janvier 1979 a prévu une date d'application ultérieure qui sera fixée par arrêté.

Les préfets de ces départements recevront les instructions particulières les concernant.

Vous voudrez bien me saisir par lettre ou par téléphone (261.51.40, poste 383) des difficultés que pourrait soulever l'application du décret n° 79-10 du 10 janvier 1979 aux départements, aux communes et à leurs établissements publics ne présentant pas le caractère industriel ou commercial, dont vous assurez la tutelle.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des Collectivités locales,

Pierre RICHARD.